

Les Lilas, le 29 mars 2012

Collectif citoyen
www.stockage-gaz-landes.net
route de la Plage
40660 MESSANGES

Réponse du Front de Gauche de la planification écologique

De notre point de vue, le projet de stockage du gaz dans les Landes est un projet qui ne correspond absolument pas aux défis que pose la question de la transition énergétique. Il comporte beaucoup plus de risques que d'avantages et notamment des risques environnementaux qui pourraient s'avérer irréversibles pour la biodiversité et les terres cultivables localement. Un risque de fuite qui mettrait plusieurs heures à être détecté verrait se répandre des quantités de sels qui viendraient stériliser les sols. Ceci sans parler des rejets considérables en mer tels qu'ils sont prévus aujourd'hui.

Bien que du point de vue technique, il nous semble que le projet revêt certains éléments de faisabilité, d'autres sont beaucoup plus problématiques (quantité mal connues d'éléments insolubles, sismicité approximative, risques de fuites). Ensuite, contrairement à ce qu'annonce EDF, aucune étude précise ne permet de statuer sur la création d'emplois. C'est pourtant l'un des principaux arguments avancés par l'entreprise.

Enfin, comme vous le savez, le Front de Gauche se fixe comme objectif de répondre au défi majeur du réchauffement climatique en proposant aux citoyens d'engager le débat sur la transition énergétique en sortant du poids considérable des énergies carbonées dans nos sociétés aujourd'hui. A ce titre, nous proposons un débat national sur cette question qui sera tranchée par un référendum, incluant la question du nucléaire. Or le projet de stockage du gaz dans les Landes est un projet qui nous semble aller à l'inverse de cette logique. Il ne permet ni de bénéficier localement d'une source d'énergie ni de sortir de la logique de l'exploitation des énergies carbonées. Il a clairement vocation à bénéficier à EDF comme une réserve spéculative dans la droite ligne de la déréglementation du marché de l'énergie.

Voilà une des raisons qui font que nous proposons un service public de l'énergie renationalisé et socialisé incluant EDG, GDF, Areva, Total et Suez. Les usagers et les travailleurs seront impliqués dans les décisions de ce service public. L'énergie est un droit fondamental, nous devons le garantir et le marché est contraire à l'intérêt général dans ce domaine.

Le Front de Gauche est donc aujourd'hui tout à fait en accord avec la position de votre collectif. Nous tenons d'ailleurs à saluer l'existence de collectifs comme le votre qui représentent ceux qui, nous l'espérons, seront parmi les animateurs du débat national sur l'énergie que propose le Front de Gauche.